



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES
674/jpr/ag

Arrêté du 24 décembre 2025 portant mise en demeure à la société BIMA 83 de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Cernay

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du Code de l'Environnement et notamment son article L.171-8 I,

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment son article 12 prescrivant une étude sisme,

Vu le rapport du 26 septembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de l'inspection des installations classées,

Vu la lettre préfectorale du 15 novembre 2024 transmise le 18 novembre 2024 à l'exploitant,

Vu le courrier du 16 mai 2025 de l'exploitant en réponse à la lettre préfectorale,

Vu le bordereau de transmission du 12 novembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de l'inspection des installations classées,

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé,

Considérant que l'établissement BIMA 83 situé 9 rue de l'industrie à Cernay (68700) est, pour l'application des dispositions susvisées de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, un établissement SEVESO Seuil Haut existant implanté en zone de sismicité 3,

Considérant que le rapport de l'examen de l'étude sisme transmise le 9 juin 2022 fait état de plusieurs manquements et conclut qu'en l'état l'étude sisme de BIMA 83 n'est pas recevable,

Considérant que la lettre préfectorale sus-mentionnée fait état des compléments demandés à l'exploitant à transmettre dans un délai de 6 mois,

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis les éléments demandés dans le délai imparti,
Considérant que dans sa lettre, l'exploitant demande un report de délai à fin 2027 alors que l'étude séisme aurait dû être transmise en 2021 ; considérant ce délai non recevable,

Considérant qu'une étude séisme complète contribue à la prévention du risque séisme, susceptible d'endommager considérablement les équipements les plus vulnérables et pouvant ainsi conduire à de lourdes conséquences pour la vie humaine, l'environnement et l'économie,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ».

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société BIMA 83 désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 9 rue de l'Industrie, 68700 Cernay, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant élabore une étude séisme complète, prescrite à l'article 12 de l'arrêté ministériel susvisé du 4 octobre 2010, en transmettant les compléments demandés par lettre préfectorale daté du 15 novembre 2024 ou réalise les démarches pour reclasser l'établissement en SEVESO Seuil Bas.

Article 3 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 : la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 24 décembre 2025

le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD